

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331 cedex 31776 Colomiers

Colomiers, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT (barès)

lieux-dits Bourjaguet
31390 Carbonne

Références : 0194_240412
Code AIOT : 0006811638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement GRANULATS VICAT (barès) implanté lieux-dits Barès 31390 Carbonne. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection entre dans le cadre de la phase examen dans l'instruction de la demande d'extension déposée le 28 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT (barès)
- lieux-dits Barès 31390 Carbonne
- Code AIOT : 0006811638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, la société GRANULATS VICAT est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire en eau sur la commune de Carbonne (31) dite de « Barès » sur une surface de 55 hectares.

La demande concerne l'extension de la carrière de Barès sur une zone de 18,7 ha à l'Ouest de la carrière existante. La durée de l'autorisation actuelle de 20 ans sera prolongée de 10 ans supplémentaires.

La production restera inchangée, soit 500 000 tonnes par an en moyenne et 800 000 tonnes par an au maximum.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Phasage exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2016, article 15.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Boues de lavages des granulats	Arrêté Préfectoral du 21/02/2023, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 21/02/2016, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
4	Accueil des matériaux inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ont mis en avant des non-respects de prescriptions établies. Il apparaît que la gestion des déchets inertes manque de rigueur.

Des mesures curatives durables et un respect plus assidu des autorisations acquises sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2016, article 15.2
Thème(s) : Autre, Méthode d'extraction
Prescription contrôlée : La terre végétale et les stériles de découverte sont décapés à la pelle hydraulique et bateurs sur une épaisseur de 2m. Les matériaux sont extraits à l'aide d'une pelle hydraulique, d'une dragline ou d'une drague-aspiratrice. La remise en état se fera au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Le phasage d'exploitation sera conforme au phasage proposé dans le dossier de demande d'autorisation et mis en annexe 3.
Constats : L'examen du plan d'exploitation puis le déplacement sur site d'extraction démontrent que la phase d'exploitation n°1 n'a pas été conduite conformément au plan de phasage de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées les difficultés rencontrées ni les modifications apportées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Boues de lavages des granulats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2023, article 23
Thème(s) : Autre, Remblaiement par boues de lavage issues de l'installation de lavage
Prescription contrôlée : Le remblaiement consistera à réaliser des apports de matériaux inertes issus des déchets des chantiers du BTP et des fines de lavage de l'installation de traitement de GRANULATS VICAT. Le remblayage du lac d'extraction ne doit pas nuire à la qualité du sol, ainsi qu'à la qualité des eaux souterraines. Le modelé du remblaiement prendra en compte la cote des eaux souterraines afin de prévenir tout risque d'hydromorphie dans les sols reconstitués ou voisins et ainsi maintenir le bon écoulement des eaux souterraines.
Constats : Le remblaiement actuel avec l'apport de déchets inertes et des boues de lavages est réalisé sur l'ISDI du lac de la déchetterie sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2023. Il est constaté que les boues issues de l'installation de traitement des eaux de lavages sont acheminées par une conduite souterraine d'une longueur de plus de 500 m. Elles sont déversées directement en eau dans le lac présent sans aucune disposition de précaution afin d'assurer le bon écoulement des eaux souterraines. Il est rappelé que : <ul style="list-style-type: none">• - le plan de gestion des déchets de l'exploitation stipule -« Les boues de lavage sont issues de l'installation de lavage des granulats, traitées par un rayon raclant et transférées par un système de tuyau sur 650 m (Remblais, 1 mètre au-dessus de la nappe). -Le matériau inerte (Argile) servira à remblayer 1 mètre au-dessus de la nappe et 1 m en dessous du terrain naturel. <ul style="list-style-type: none">• - l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21/07/2016 article 16.3 prescrit : Les parties remblayées le seront avec des fines argileuses séchées, issues du lavage des matériaux, placées hors nappe, des stériles de découverte, de la terre végétale et des matériaux inertes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2016, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ...
Constats : L'exploitant doit aborder en détail dans son plan de gestion des déchets, les produits additionnels pouvant se retrouver dans les déchets inertes. Il est constaté que l'exploitant utilise des adjuvants dans le cadre de son installation de clarification des eaux de lavages. Par ailleurs, le dossier de demande aborde la possibilité d'accueillir des boues de tunneliers. Ces déchets peuvent contenir également des adjuvants, utilisés pour faciliter leur extraction. Le plan de gestion, une fois complété, doit être intégré dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Accueil des matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure acceptation préalable
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ...
Constats : L'examen de la procédure d'acceptation des matériaux entrants a été réalisé. Il a été relevé des difficultés lors de l'établissement des déclarations d'acceptation préalables DAP. Le contrôle à réaliser sur la provenance des matériaux n'est pas pertinent et réaliste puisque uniquement basé sur une déclaration en ligne du producteur de déchets. Le questionnement du personnel (agente bascule et commerciale) confirme cet état de fait. La méthode d'acceptation décrite par l'exploitant fait apparaître des lacunes importantes ne permettant pas de démontrer que les déchets des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés. La visite d'inspection a également permis de constater que le contrôle visuel lors du déchargement du camion n'est pas réalisé. La procédure doit permettre de respecter rigoureusement les dispositions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Elle est à revoir dans son intégralité afin de prendre en compte toutes les dispositions de l'arrêté ministériel visé ci-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois